

## **Organisation du Forum Crans Montana à Dakhla : Un «succès diplomatique» pour le Maroc**

L'organisation du Forum de Crans Montana à Dakhla constitue un "succès diplomatique" pour le Maroc, a affirmé le directeur général du Centre africain de Formation et de Recherche Administratives pour le Développement (CAFRAD), Dr. Stéphane Monney Mouandjo.

"Pour le Maroc, c'est un succès diplomatique de rassembler tout ce monde dans cette partie de son territoire", a dit Dr. Monney dans une interview accordée à la MAP.

Ce forum, qui est "l'occasion de partager un certain nombre de points de vue sur les questions à l'ordre du jour, a un intérêt symbolique et diplomatique (pour le Royaume)", a-t-il insisté.

Commentant la politique extérieure du Maroc, il a souligné que "le renforcement de la coopération entre le Maroc et les Etats du continent africain traduit l'amorce véritable d'une coopération Sud-Sud".

Il a appelé, dans ce cadre, à corriger le discours collectif qui induit en erreur en évoquant une "sorte de fracture entre le Maroc et l'Afrique". "Le Maroc fait entièrement partie de l'Afrique. C'est la première chose qu'il faut pouvoir assumer et il faut pouvoir l'assumer complètement", a dit le directeur général du CAFRAD. Il s'est dit en faveur de la consolidation de la coopération entre les pays africains, vantant ses innombrables vertus.

"Quand les pays anciennement colonisés se mettent à construire un nouveau type de coopération, il y a là une identification à une forme d'histoire collective partagée et une volonté de renforcer des liens non pas sur la base d'une exploitation comme cela a été reproché au modèle de la coopération Nord-Sud, mais plutôt sur une solidarité entre les peuples, populations et les Etats d'une même région du monde", a-t-il expliqué.

Cette forme de coopération est aussi "une sorte d'affirmation de notre volonté collective de construire notre propre destin comme le rappellent fortement les derniers discours de SM le Roi", a-t-il soutenu.

Selon M. Monney, les différents acteurs de cette coopération (entreprises, Etats et associations) doivent intégrer la dimension pratique que ce discours a véhiculée aujourd'hui ( ) sans que les fractures et les modes de limitation psychologiques ne viennent interférer dans ce qui constitue objectivement quelque chose de positif pour l'ensemble du continent africain".

Il a déploré, toutefois, un manque d'intégration en Afrique centrale et en Afrique du Nord, deux régions qui ont "des proximités extraordinaires" et qui sont "relativement riches" avec leurs forêts, minerais et puits pétroliers.

Il a estimé, dans ce sens, qu'il faut envisager l'intégration dans ces deux sous régions au niveau des populations et au niveau économique, déconseillant de se focaliser sur la dimension politique.

Les agendas politiques ne sont pas toujours compatibles avec les intérêts des populations et les intérêts économiques", a-t-il martelé, mettant l'accent sur la

nécessité d'intégrer les universités, les chercheurs et les think tanks dans la réflexion sur l'intégration.

Il a regretté que les pays africains ne fassent pas attention aux analyses et propositions des intellectuels, soulignant l'importance de "construire des relations de confiance dans la mesure où la politique pourrait susciter un type nouveau de recherches dont les résultats pourraient accompagner ou transformer les décisions politiques".

M. Monney a aussi plaidé pour une coopération entre les entreprises et populations, qui "sont plus en avance que les décisions politiques". En ce qui concerne la gestion des affaires publiques dans le continent africain, l'un des thèmes devant être débattus lors de du forum de Dakhla, il a estimé que les efforts fournis sont de nature à accompagner les transformations et l'amélioration de sa gouvernance.

Toutefois, "les Africains doivent eux-mêmes prendre conscience qu'ils ont des ressources et les moyens de prendre en charge leurs outils de gouvernance et de les mettre en action au service de la collectivité", a-t-il dit.

Dans le même ordre d'idées, il a également soulevé le rapport à la chose publique, relevant que l'intérêt général "n'est pas suffisamment défini" et qu'il est considéré comme "un énorme gâteau dont chacun doit tirer parti".

"Les Africains, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, considèrent l'Etat comme la chose d'autrui et non pas comme eux-mêmes faisant partie de cet ensemble, ( ) alors que nous sommes tous partenaires à la construction de la gouvernance et de l'avenir de nos sociétés", a-t-il renchéri.

Pour ce qui est de la thématique de la jeunesse, le patron du CAFRAD a indiqué que le problème des jeunes africains, qui vont à l'étranger, ne se limite pas à l'enseignement ou à l'emploi.

"Ces jeunes-là, qui constituent une force de travail désœuvrée, regardent la télé chaque jour grâce aux satellites, se rendent compte que l'on peut vivre différemment ailleurs et se demandent pourquoi ils n'ont pas les mêmes privilèges et les mêmes loisirs que les autres", a-t-il enchaîné.

Pour lui, la solution n'est pas de "continuer indéfiniment à former nos jeunes quand nous sommes certains qu'ils n'auront rien à faire", mais "il faut leur donner au moins un espoir".

"L'ordre international est fait de telle sorte que notre jeunesse se considère comme une jeunesse assignée à résidence", a-t-il noté.

Pour M. Monney, il faut "dire de façon claire à notre jeunesse que l'avenir du monde n'est pas nécessairement dans cette hypothétique ailleurs" et mettre en place les structures de formation et d'absorption de cette jeunesse formée pour qu'elle "se sente reconnue et valorisée chez elle".

Il a, dans ce contexte, appelé les pays africains à mettre en place, dans les sous-régions, des pôles d'excellence et à mutualiser les efforts en matière de formation de la jeunesse pour mieux valoriser le savoir africain qui reste peu connu. Interrogé sur la présence de la femme africaine dans les postes de responsabilité, il a reproché aux médias de présenter une situation erronée, se réjouissant que l'Afrique soit "très avancée" sur certains aspects.

Il y a des pays africains où la différence de salaires entre hommes et femmes ne se pose pas à égale compétence. Or, c'est un véritable débat en Europe notamment".

**Soumia AL ARKOUBI**

**12/3/2015**

Lu 8351 fois